



Déclaration intersyndicale

Réunion « Espaces Inférieurs » du 3 février 2012

Athis-Mons, le 3 février 2012

Déclaration des syndicats SPAC-CFDT, USAC-CGT, UNSA.

Compte tenu de l'ordre du jour reçu le 31 janvier 2012, nous comprenons que cette réunion intitulée « Espaces inférieurs » fera suite à la réunion du 22 juin 2011, au cours de laquelle la DSNA a fait part de sa décision unilatérale de supprimer les approches de Metz-Nancy Lorraine et Grenoble Isère. Outre le suivi de ces décisions, cette réunion devra traiter de la mise en place globale de la politique basses couches de la DSNA.

La politique DSNA concernant les espaces inférieurs est à ce stade très mal engagée, aussi bien techniquement que socialement et n'intègre pas l'ensemble du dispositif de circulation aérienne. A titre d'exemple, les personnels de Metz Nancy Lorraine se sont clairement faits entendre le 8 octobre dernier en rejetant catégoriquement les conclusions pré écrites de l'étude concernant cet organisme.

Concernant la méthode utilisée par la DSNA, il est inacceptable que :

- des études de reprise d'approche démarrent sans même qu'elles aient été validées au sein de l'instance de dialogue social appropriée,
- des fermetures de services de contrôle d'aérodrome soient envisagées pour l'unique raison que les ressources humaines nécessaires ne sont pas mises en place (cas de Mulhouse-Habsheim par exemple).

Concernant les études de reprise d'approches, nous exigeons que les mandats soient modifiés pour prendre en compte l'amélioration du service rendu à l'utilisateur par l'ensemble des organismes composant le dispositif des basses couches. Ces mandats et ces orientations devront être présentés formellement au CT DSNA. Tant que ce dernier n'aura pas rendu un avis, nous demandons que soient figées les études en cours.

Les syndicats SPAC-CFDT, USAC-CGT et UNSA (représentant près de 60% des personnels DGAC aux élections 2011) ont un mandat clair de la part des personnels concernant le contrôle aérien d'approche et d'aérodrome : maintien d'un service public de qualité et continu sur le territoire pour tous les types d'usagers et conditions de travail non dégradées pour les agents qui rendent ce service.

Dans ce cadre, nous ne saurions aujourd'hui accepter de nouvelles annonces de reprises d'approches ni de fermeture de services de contrôle d'aérodrome et demandons l'abandon du dogme actuellement prôné par la DSNA concernant la suppression de la moitié des approches en métropole et la fermeture d'organismes de contrôle d'aérodrome.